



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°87, 1971. pp. 73-79;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1971_num_87_1_2138

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALETIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de

Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- | | |
|--|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement. | 13. Sociologie. |
| 2. Economie générale. | 14. Démographie. |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire. |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes. | 16. Croissance et développement. |
| 5. Offre agricole. | 17. Planification. |
| 6. Débouchés - Consommation. | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation. | 19. Politique agricole. |
| 8. Prix et revenus. | 20. Marché commun. |
| 9. Coopération. | 21. Commerce international. |
| 10. Organisations professionnelles. | 22. Agricultures étrangères. |
| 11. Structures. | 23. Etudes par produit. |
| 12. Institutions - Législation. | |

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

BESSELL (J.E.). — The measurement of managerial efficiency in agriculture. — *J. agric. Econ.* **21** (3) sept. 1970, 391-406, graph., bibliogr.

BONNIEUX (F.). — La collecte des animaux maigres dans un ensemble intégré. Une étude dynamique utilisant un modèle de simulation économétrique. — *Rech. Econ. Sociol. rur.* (3), 1970, 77-92, tabl., graph., bibliogr.

BOUSSARD (J.M.). — Le comportement des agriculteurs en situation d'incertitude : étude de la valeur des différents critères de décision. — *Rech. Econ. Sociol. rur.* (3), 1970, 23-40, réf. bibliogr.

BRITTON (D.K.). — The analysis of net farm income : an examination of farm management survey data. — *J. agric. Econ.* **21** (3), septembre 1970, 351-371, tabl.

BROUSSOLLE (C.), HOVELAQUE (R.). — L'organisation d'un atelier industriel de production porcine en avenir aléatoire. — *Rech. Econ. Sociol. rur.* (3), 1970, 41-75, tabl., graph., réf. bibliogr.

CENTRE D'ECONOMIE RURALE D'AUVERGNE. Pont-du-Château. Résultats techniques et économiques obtenus avec des troupeaux ovins de race rustique - années 1964 à 1967. — N° 39, 1970, 32 p., tabl., graph.

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF AGRICULTURAL ECONOMISTS ; POLISH ACADEMY OF SCIENCES. Intereuropean Seminar. 1. 1968. Varsovie. — The human factor in agricultural management. — PWN - Polish scientific publishers, 1970. — 24 cm, 215 p., tabl.
(Suppl. *Int. J. agrar. Affairs* **5** (4) 1969).

SIMPSON (J.G.). — New approaches to irrigated farming in the Sudan : organization and management. — *Land Econ.* **46** (3), août 1970, 287-296.

WHETHAM (Edith H.). — The mechanisation of British farming 1910-1945. — *J. agric. Econ.* **21** (3), sept. 1970, 317-331, disc.

5) Offre agricole.

COLMAN (D.R.). — A new study of United Kingdom cereal supply. — *J. agric. Econ.* **21** (3), septembre 1970, 333-349.

7) Commercialisation.

Conditions de commercialisation et de formation des prix des vins de consommation courante au niveau de la première vente. France-Italie. — Bruxelles, CEE Commission, Inform. int. sur l'Agric. (52) déc. 1969, 154 p., tabl., graph.

8) Prix et revenus.

BRANGEON (J.L.), LEON (Y), RAINELLI (P.). — Le comportement des exploitants agricoles en Eure-et-Loir et Ile-et-Vilaine. — *Consommation* (1), janvier-mars 1970, 90-112, tabl.

11) Structures.

COING (Henri). — L'environnement, une nouvelle mode ? — *Projet* (48), sept.-oct. 1970, 901-911.

HENIN (S.), DEFFONTAINES (J.P.). — Principe et utilité de l'étude des potentialités agricoles régionales. — *C.R. Acad. Agric.* **56** (8), 29 avril et 6 mai 1970, 464-472, 7 réf. bibliogr.

16) Croissance et développement.

COWNIE (John), JOHNSTON (Bruce F.), DUFF (Bart.). — The quantitative impact of the seed-fertilizer revolution in West Pakistan : an exploratory study. — *Food Res. Inst. Stud.* **9** (1), 1970, 57-95, tabl., graph., bibliogr.

NICHOLS (Donald A.). — Land and economic growth. — *Amer. econ. R.* **60** (3) juin 1970, 332-340, graph., bibliogr.

22) Agricultures étrangères.

DOVRING (F.). — Land reform and productivity in Mexico. — *Land Econ.* **46** (3) août 1970, 264-274.

YOTOPOULOS (Pan A.), LAU (Lawrence J.), SOMEL (Kutlu). — Labor intensity and relative efficiency in Indian agriculture. — *Food Res. Inst. Stud.* **9** (1) 1970, 43-55, tabl., graph., 10 réf. bibliogr.

23) Etudes par produit.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. Politique française de l'élevage. — *J.O. Av. et R. Cons. écon. soc.* (8) 27 août 1970, 419-449, tabl.

Enquête sur les productions de blé et d'orge en 1969. - *Statist. agric. suppl. sér. Et.* (65) juin 1970, 191 p., tabl., graph.

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

11) Structures.

RAYNAUD (Edgar). — Investissements humains. Illusions et réalités. Essai de problématique sur le sous-emploi rural et les conditions objectives de son utilisation à des fins d'accumulation du capital. — Paris, La Haye, Mouton, 1969. — 24 cm, 319 p., tabl., graph., bibliogr.

12) Institutions - Législation.

LALIGANT (Marcel). — L'intervention de l'Etat dans le secteur agricole. — Paris, *Libr. gén. de droit et de jurisprudence R.* Pichon et R. Durand-Auzias, 1970. — 25 cm, 341 p., tabl., ann., bibliographie.
(Bibliothèque de droit public, sous la direction de Marcel Waline, t. 96).

13) Sociologie.

DARIN-DRABKIN (H.). — Le kibboutz, société différente. — Paris, Ed. du Seuil, 1970. — 20,5 cm, 351 p.

STAVENHAGEN (R.). — Les classes sociales dans les sociétés agraires. — Paris, Ed. Anthropos, 1969. — 19 cm, 402 p., bibliogr.
(Coll. Sociologie et tiers-monde).

14) Démographie.

BOSERUP (E.). — Evolution agraire et pression démographique. — Paris, Flammarion, 1970. — 21 cm, 221 p.
(Coll. : Nouvelle bibliothèque scientifique).

15) Histoire.

FERRY (G.), MULLIEZ (J.). — L'état et la rénovation de l'agriculture au XVIII^m siècle. — Paris, PUF, 1970. — 24 cm, 156 p., bibliogr.
(Travaux et recherches de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, sér. Sciences historiques, 22).

16) Croissance et développement.

AMIN (Samir). — L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement. — Paris, Ed. Anthropos ; Dakar, IFAN, 1970. — 21,5 cm, 592 p., tabl.

F.A.O. — Conférence spéciale sur l'aménagement des zones rurales. Zollikofen, Berne, 1969. — Rome, janv. 1970. — 2 vol., 487 + 28 p., cartes.
Coll. FAO.

GAIGNEAUX (Désiré). — Agriculture, premier impératif du développement. Etude pour le Tiers-Monde. — Paris, Ed. Universitaires, 1969. — 23,5 cm, 191 p., rés., bibliogr.

PONCET (J.). — Le sous-développement vaincu ? La lutte pour le développement en Italie méridionale, en Tunisie et en Roumanie. — Paris, Ed. sociales, 1970. — 17,5 cm, 286 p.

19) Politique agricole.

ASSOCIATION POUR L'ETUDE DES PROBLEMES ECONOMIQUES ET HUMAINS DE L'EUROPE. Le transfert social, fondement du progrès économique ? France, communautés européennes tiers-monde. — Paris, PUF, 1969. — 21,5 cm, 134 p.
(Sous la direction de G. Leduc).

20) Marché commun.

ZELLER (Adrien), avec la coll. de J.-L. Giraudy. — L'imbroglio agricole du Marché commun. Préf. de Edgar Pisani. — Paris, Calmann-Lévy, 1970. — 19 cm, 319 p., tabl., graph.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

RAOUL (L.). — *Les agriculteurs et le crédit, études de comportement économique*. Tome I : *Le cadre de la recherche*. — *Données statistiques : analyse socio-économique*. Tome II : *Le Pays Domfrontais : éléments de sociologie économique*. — *Conclusion*. Thèse de doctorat de 3^{me} cycle, E P H E, Paris (adresse de l'auteur : 3, rue Mariotte, Paris (17^e)).

La quête du pouvoir et de la sécurité explique le comportement économique de l'agriculteur. Il lui faut acquérir ou créer des ressources et pour cela disposer de moyens financiers, et le crédit joue un rôle prééminent.

L'auteur cherche à connaître l'attitude des agriculteurs non seulement face à l'emprunt, mais aussi à l'épargne, à l'épargne et au système bancaire. On ne peut pas toujours dissocier l'emprunteur de l'épargnant.

L'évolution des attitudes dans ce domaine constitue un précieux indice du changement économique et social. Normes et valeurs sont bouleversées depuis une quinzaine d'années : l'agriculteur est devenu emprunteur par nécessité, l'exigence de rentabilité remplace le souci traditionnel de conservation du patrimoine. Tout le groupe social influence dans ce domaine le comportement des individus, l'échelle des valeurs se modifie aujourd'hui. Un comportement n'a de signification qu'en référence à un système social.

L'approche adoptée est essentiellement sociologique, bien que l'étude statistique rappelle le point de vue économique, et l'étude monographique le point de vue psychologique. Une analyse dynamique dans ce domaine est une nécessité, car les relations avec le crédit agricole ont changé au fur et à mesure que celui-ci modernisait ses méthodes.

Après une description du crédit agricole en France et de son activité par région entre 1955 et 1963 ou 1968, une grande diversité dans les rythmes d'expansion des caisses apparaît. La structure des encours change en s'homogénéisant entre 1955 et 1963 : le court terme baisse au profit du moyen terme. Le crédit agricole paraît toucher un beaucoup plus grand nombre d'agriculteurs. Le lecteur trouvera de nombreuses données statistiques par département et types de prêts.

Un essai d'interprétation montre les rapports entre le crédit et l'activité agricole : niveau saisonnier, orientation agricole. Deux séries de variables explicatives sont isolées : les unes significatives du *dynamisme* économique influent sur l'importance des encours et des dépôts ainsi que sur la part du court terme dans les encours, les autres significatives du *retard* ont partie liée avec le poids du long terme ainsi qu'avec le rythme de développement des dépôts à vue.

Dans quelle mesure les variables économiques expliquent-elles le niveau, la structure et l'activité des cais-

ses régionales ? Il s'agit de la démographie, de la structure des entreprises, de l'utilisation du sol. L'auteur illustre ces relations dans 4 groupes de régions-témoins. Pour lui, la répartition des encours dans une caisse permet de déduire toute une conception de l'entreprise agricole dans le département.

Cependant, un fort pourcentage de moyen terme n'est signe de dynamisme que si le pourcentage du court terme est élevé. L'interprétation est différente si le long terme est important. De même, le long terme est élevé en région sous-développée, ou bien dans les régions « bien situées » où se posent des problèmes strictement fonciers.

La complexité des conduites humaines est mieux saisie dans l'analyse du pays domfrontais. Les agriculteurs voient mieux ce qu'il ne faut pas faire pour réussir, que ce qu'il faut faire : ne pas perdre trop de risque, ne pas disperser ses efforts, ne pas avoir trop d'ambition.

Une importante bibliographie complète cette excellente thèse, dont il faut souligner l'utilité et le caractère nouveau.

(Ph. Mainié)

BIROU (A.). — *Forces paysannes et politiques agraires en Amérique latine*. Paris, Ed. Economie et humanisme, 1970, 295 p.

Les prévisions d'accroissement démographique de l'Amérique latine sont largement dépassées par les faits. L'échelle de ce continent fausse l'image que nous nous en faisons. Des situations aussi variées et une population inégalement disséminée risquent de faire buter celui qui étudie le développement agraire sur deux écueils : la généralisation abusive et sans réalité, le labyrinthe des détails.

L'objectif de l'ouvrage est de montrer l'influence capitale qu'exercent les populations rurales sur un véritable développement économique et politique. Il faut déborder le cadre de la simple économie agricole, pour analyser les structures et les forces globales qui configurent la croissance des vingt républiques concernées.

A côté d'un paysannat de type européen, peu nombreux, l'essentiel est constitué de grandes masses paysannes en demi sevrage ou de minifundistes.

Ce monde en ébullition voit des changements importants se produire très rapidement (nouvelle réforme agraire péruvienne en 1969 par exemple).

Pourquoi écrire sur les problèmes de l'agriculture ? Parce que les spécialistes du développement, face aux situations infrahumaines « font abstraction de ces masses (et donc ils les méprisent)... Comme l'a dit récemment un responsable politique du Brésil, si, dans ce pays qui a 92 millions d'habitants et 30 milliards de

dollars de PNB, on pouvait réduire la population aux vingt millions qui produisent et consomment, le Brésil serait un des pays les plus riches du monde ».

N'envisager que des actions d'industrialisation, d'urbanisation, pour entraîner des modifications radicales dans l'agriculture, est « faux, irréel, et irréalisable ». C'est tenir pour négligeable les 100 millions de paysans, plus ou moins marginaux et laissés pour compte. Le développement ne se fera pas sans eux.

Au cours des siècles, beaucoup trop de gens ont voulu faire quelque chose pour ces masses, « les empêchant de vouloir et de pouvoir par elles-mêmes ». Combien d'intellectuels urbains, plus ou moins de gauche, savent ce qu'il faut faire pour résoudre les problèmes paysans sans guère les connaître !

L'auteur précise que son étude n'est pas politiquement engagée, car il préfère laisser aux paysans latino-américains la liberté de faire ce qu'ils peuvent.

Un discours qui annonce la révolution nécessaire donne bonne conscience à peu de frais aux lecteurs... Il vaut cent fois mieux se taire et aller faire quelque chose avec les plus déshérités et les plus conscients, sans leur imposer de modèles.

Ce livre, après un survol historique de l'époque coloniale et des indépendances, analyse les structures agraires et les formes de travail : latifundios et minifundios (avec ou sans droit de propriété) sont un binôme interdépendant, les seconds étant cause des premiers. Ils correspondent à la stratification de classes, la terre étant source d'autorité.

Les problèmes économiques de l'agriculture sont analysés : conditions du progrès technique, système de crédit (inabordable par le petit paysan, souvent dévié des investissements productifs), problème alimentaire, paradoxe des importations alimentaires et difficultés des exportations de grands produits (le quart de la production agricole est exporté sur des marchés instables), aide alimentaire (Food for Peace), investissements en agriculture. En ce qui concerne ce dernier point, il aurait été nécessaire de souligner combien la politique monétaire décourage souvent l'investisseur éventuel.

Les organisations coopératives et le syndicalisme paysan, qui canalise et structure la pression paysanne avec le soutien des gouvernements, n'ont pas empêché les révoltes fréquentes de paysans. Le Mexique lui-même n'y échappe pas. Malheureusement, aucune étude ne permet de connaître la force de mécontentement des masses rurales séculairement frustrées. L'abstention de l'électorat rural en Colombie est significatif.

Les réformes agraires anciennes (Mexique, Bolivie, Guatemala), la réforme cubaine, les autres réformes plus récentes (Equateur, Colombie, Venezuela, Chili et Pérou), doivent être jugées en fonction d'une multitude de facteurs : modes d'expropriations, nouvelles formes d'exploitation, moyens techniques nécessaires.

Nulle part, sauf à Cuba, la réforme n'a été totale, changeant radicalement les structures. Les gouvernements prennent des chemins détournés pour éviter de s'attaquer aux pouvoirs en place : « semences hybrides, colonisations de terres marginales, travaux d'irrigation, alphabétisation » sont des substituts pour gagner du temps et chercher un appui populaire.

Le modèle le plus avancé de ces réformes se rencontre à Cuba, au Chili, peut-être au Pérou. Pourquoi, dans le premier cas, les unités autogérées ont-elles été abandonnées, pourquoi cette profonde méfiance des petits paysans vis-à-vis de l'organisation coopérative ? D'un autre côté, les réformes agraires dans un contexte libéral sont-elles capables d'engendrer un véritable développement général ? Ne favorisent-elles pas une croissance déséquilibrée, qui ne change pas les structures fondamentales du sous-développement ?

Le rôle de l'Etat est limité par la faiblesse de son administration. — L'auteur tente de dégager une stratégie pour le développement agricole —. Compte tenu du système capitaliste, l'Etat peut-il se substituer au secteur privé ? S'il prend en charge l'infrastructure, l'aval et l'amont de la production, ne fait-il pas le jeu des seuls grands propriétaires modernes ?

Deux erreurs sont à éviter pour définir une politique agricole réaliste : tout attendre des pures transformations technologiques, ne mettre son espoir que dans un changement radical des rapports de force. C'est dès maintenant qu'il faut favoriser le progrès même sectoriel de l'agriculture, mais le gouvernement doit empêcher que cette diffusion ne brime encore plus les dévalorisés. Ces transformations ne peuvent être spontanées comme dans l'Europe du 19^e siècle, ni provoquées et dirigées comme dans les agricultures socialistes, tant que les gouvernements jouent le jeu du système capitaliste. Il faut chercher des transformations institutionnelles pour obtenir le développement agricole. Les échecs passés font chaque fois apparaître l'obligation d'aller plus loin. C'est surtout un problème politique. Reste à en tirer les conséquences.

(Ph. Mainié)

LELONG (P.). — *Les marchés agricoles*. Paris, P U F, coll. Que sais-je, n° 1407, 1970.

Les marchés agricoles revêtent aujourd'hui des formes différentes : les marchés traditionnels de production, lieux où les produits « rencontrent » physiquement les acheteurs, ont été modernisés. L'auteur rappelle heureusement les critiques qu'on peut adresser aux marchés d'intérêt national. La concentration physique n'est plus nécessaire, grâce aux ventes par téléphone ou par télex. Ces coûteuses installations sont difficiles à amortir : il a même fallu imposer des périmètres de protection pour empêcher le commerce concentré d'assécher le courant transitant sur les « carreaux ». Toute cette infrastructure ne risque-t-elle pas « d'être périmée avant d'être complètement utilisée » ?

Il reste cependant nécessaire de « fixer » les prix agricoles grâce à un mécanisme contrôlable, même si celui-ci « ne porte que sur une fraction des quantités échangées ». Mince justification, si l'on pense que le marché traditionnel n'est plus représentatif de l'ensemble et peut être manipulé par les commerçants les plus importants !

Les divers circuits sont sommairement décrits. Le manque de chiffre souligne la carence de l'information statistique. Elle est squelettique dans ce domaine. Ainsi en est-il par exemple de la viande, où l'on regrette que l'auteur n'ait pas dénoncé vigoureusement le scandale de la politique de construction des abattoirs : n'ayant pas opté pour l'abattage sur les lieux de production ou dans les zones de consommation, notre suréquipement permet d'abattre inefficacement deux fois le même animal !

Un tableau statistique des marchés internationaux est présenté pour les principaux produits. On remarquera en particulier l'analyse du marché des produits laitiers : les échanges entre pays sont « résiduels », et ce caractère entraîne, au fur et à mesure que des offres sont présentées par les exportateurs, l'avilissement des prix : celui du beurre baisse ainsi de 50 % de 1964 à 1967 !

La situation est très différente pour les matières grasses en général (oléagineux), dont les échanges internationaux représentent 30 % de la production mondiale.

L'intervention sur les marchés agricoles constitue le point fort de cet ouvrage. Les fonctions d'ancien directeur du FORMA, assurées par l'auteur, l'ont mis en mesure de pénétrer l'intérieur des mécanismes nombreux mis en place.

Les organismes d'intervention (SIBEV, Interlait, SNIPOT) sont pour la plupart placés sous la tutelle du FORMA. Notre système français est comparé à ceux des autres pays européens. A terme, le fonctionnement de la politique agricole commune au sein de la CEE, pose le problème du maintien de l'existence de ces organismes. Il serait séduisant de les concentrer à Bruxelles. L'idée « irait à l'encontre des nécessités de déconcentration et de décentralisation qui s'imposent ». L'auteur pense même qu'il faudrait faire de même avec les organismes nationaux et créer des organismes régionaux, dont les compétences seraient harmonisées. Tout ceci aurait mérité quelques développements.

Faut-il organiser les marchés de façon simple, en faisant collaborer empiriquement l'administration et les professionnels, ou de façon rigide, en prévoyant un cadre détaillé de mesures d'intervention. La participation financière des producteurs est variable selon les marchés. Elle peut être individuelle ou globale. L'ensemble peut s'accompagner ou non d'un contrôle phy-

sique des quantités produites et d'une garantie de prix (prix de retrait).

Le coût du soutien des marchés est replacé dans le cadre du budget de l'Etat : les interventions sur les marchés ont triplé de 1965 à 1969. Elles intéressent bien inégalement les produits : aviculture, porc, fruits et légumes bénéficient de dotations dérisoires. Ce soutien « avantage les gros producteurs ». Le soutien des céréales cause un double préjudice aux éleveurs : « non seulement ils ne bénéficient pas des sommes dépensées, mais encore, acheteurs de céréales pour leur production bovine, porcine ou avicole, ils paient celles-ci d'autant plus cher qu'elles sont mieux soutenues ».

Le soutien des marchés, tel qu'il est pratiqué, va à l'encontre de la modernisation de notre politique agricole : celle-ci devrait réserver l'aide budgétaire aux investissements industriels et scientifiques, et aux plus défavorisés (reconversion).

Finalement le soutien des marchés tel qu'il est pratiqué, freine l'adaptation de l'agriculture aux conditions économiques nouvelles.

Faut-il le rejeter ? pour l'auteur, l'étude des comptes de la production, de 1966 à 1968, montrent que la valeur ajoutée de l'agriculture, 6 à 7 fois plus élevée que le total des dépenses de soutien, serait probablement annulée en l'absence de soutien des marchés. Les dépenses de soutien exercent donc un effet « multiplicateur » sur le revenu.

Ces dépenses (p. 109) sont de l'ordre de grandeur des concours budgétaires directs à l'agriculture (subventions d'exploration, moins à payer sur les cotisations sociales, bonification d'intérêts...), lesquels n'exercent aucun effet multiplicateur sur le revenu agricole. Oui certes, mais n'y a-t-il pas un effet multiplicateur sur l'activité des autres secteurs, fournisseurs de l'agriculture ?

Comment définir une bonne politique de soutien ? Entre autres mesures, l'accent est mis sur le souci d'*orienter*. Les contrats d'élevage, qui intéressent en 1970 près de 150.000 bêtes, sont un excellent exemple d'une telle action sélective.

Pour finir, l'auteur insiste sur les effets heureux du décloisonnement et de l'accroissement des dimensions des marchés, réalisé grâce à la politique européenne : bien des mesures d'interventions deviennent inutiles, dès lors que le commerce s'effectue à travers un large espace économique.

Couvrir ce vaste sujet en 125 pages est une gageure. Ce livre aborde clairement l'ensemble des questions qu'il faut connaître.

(Ph. Mainié)

DUBOS (J.). — *Statistique descriptive en science économique*. Paris, Dunod, 1970, 396 pages.

Rappelant qu'induction et déduction sont aussi nécessaires pour raisonner que les jambes pour marcher, l'auteur donne un aperçu des méthodes qui sont actuellement à la disposition des chercheurs travaillant dans le cadre de l'économie appliquée. Il s'agit de l'histoire, la sociologie, la monographie, la statistique et la comptabilité. C'est à l'avant-dernière qu'est consacrée cet ouvrage. L'outil statistique est d'un maniement délicat : il faut connaître l'origine, la précision et la signification de tout chiffre. Les règles de cette science doivent être apprises par l'économiste, si celui-ci ne veut pas « torturer » les données et leur faire avouer n'importe quoi.

L'art de présenter les données expérimentales, qu'il s'agisse de données dans le temps ou dans l'espace, constitue le départ d'une démarche inductive qui doit permettre de généraliser à des ensembles plus vastes les observations particulières recueillies. La collecte des données présente des difficultés pratiques qu'il est essentiel de bien connaître : une série statistique sur une longue période n'est pas forcément homogène. Depuis les représentations graphiques classiques jusqu'aux diagrammes pittoresques, le lecteur trouvera clairement exposé leurs possibilités.

Il reste à traiter les séries : il s'agit de leur substituer une mesure synthétique (valeur centrale) accompagnée de toutes ses caractéristiques de dispersion et de forme.

Le titre suivant traite des relations entre variables mesurables. L'auteur prend soin de s'attacher à celles qui décrivent des mécanismes économiques — il aborde le raisonnement à la marge, détaille les diverses sortes d'élasticités.

Les liaisons entre variables peuvent être mesurées grâce aux méthodes d'ajustement, qui fournissent le moyen de calculer les valeurs les plus plausibles.

Il est logique alors d'étudier les chroniques, dans lesquelles le temps joue un rôle essentiel : tendance, composante cyclique, composante saisonnière, élément résiduel aléatoire, permettent de construire des modèles de prévision plus ou moins complets.

Cet ouvrage d'initiation montre fort bien, grâce à une série de problèmes présentés après chaque chapitre, le parti qu'on peut tirer du traitement systématique d'une série d'observations. Il reste que l'économiste, pour être à l'aise dans l'interprétation, doit acquérir des notions de statistique mathématique et de calcul des probabilités.

(Ph. Mainié)